

KIT DE SURVIE, POUR LES MEMBRES DU COMITÉ CITOYEN

COMBATTRE LA FABRIQUE DE L'IMPUISSANCE !



VOUS ALLEZ FAIRE RÊVER LES GENS AVEC QUELQUE CHOSE QUI EST UTOPIQUE

Notre initiative est avant tout une **expérimentation** et a toujours été présentée comme telle; c'est-à-dire que tous.les participants.es sont au clair quant à la possibilité que les résultats ne soient pas ceux espérés. La force d'une expérimentation, même à petite échelle, est de **faire bouger les lignes**, les esprits, de **poser les questions autrement pour ouvrir de nouveaux possible** et de **défendre un discours en faveur de l'accès à l'alimentation pour toutes et tous**.

Cependant, plusieurs étapes ont déjà été franchies et sont autant de résultats parlants.

Premièrement, **l'expérimentation montre déjà une forte volonté d'acteurs.rices du territoire de coopérer pour un horizon commun** : depuis bientôt quatre ans, ce sont 25 structures (associations et coopératives, des collectivités territoriales et des chercheur.ses) qui dialoguent et coopèrent; et de plus en plus d'acteurs du privé, de la société civile et institutionnels nous sollicitent pour prendre part à l'expérimentation.

Deuxièmement, l'expérimentation devait à l'origine prendre fin en décembre 2023 mais elle a été prolongée jusqu'en juin 2024. Ceci traduit de la confiance des financeurs et des partenaires en l'expérimentation. Une deuxième phase est envisagée après juin.

CELA NE CONCERNE PAS TOUT LE MONDE

L'expérimentation, en considérant plusieurs objectifs, et dans son ambition de changer d'échelle, concerne tout le monde de près ou de loin. Il s'agit de tester "en petit" ce qui pourrait exister "en grand".

Premièrement, elle vise à fournir une nourriture de qualité et choisie à tous.les (lutte contre la précarité alimentaire). En France, c'est un quart des français qui se déclarent se restreindre sur la quantité de ce qu'ils mangent, ce qui n'est pas "peu". Aussi, même si la **précarité alimentaire** ne concerne pas tout le monde, il est clairement attesté (études scientifiques) qu'une **société moins inégalitaire est une société plus durable et résiliente**. Or, les inégalités continuent à se creuser en France.

Deuxièmement, l'expérimentation met en avant la **démocratie alimentaire**, c'est-à-dire qu'elle vise à ce que chacun.e ait un **pouvoir de décision sur l'alimentation comme sujet/objet politique** (qu'est-ce qu'on produit? comment? qui? combien? comment est-ce distribué et rendu accessible?). Alors que jusqu'au 19ème siècle l'alimentation était un objet majeur de politique publique, gérée par les ancêtres des maires et communes, elle a peu à peu glissé dans la sphère privée au 20ème siècle.

Enfin, l'expérimentation promeut des systèmes alimentaires plus durables. Or, **tout le monde est concerné par le fait d'avoir une alimentation qui favorise la santé et l'habitabilité de la Terre et de nos paysages**.

TOUT LE MONDE NE VEUT PAS MANGER BIO ET LOCAL

Premièrement, **une large part de la population voudrait manger sainement mais n'en a actuellement pas les moyens**. Nous souhaitons pouvoir donner les moyens aux personnes les plus précaires d'avoir le choix de décider !

Deuxièmement, on promeut avant tout une nourriture **durable**. Cela peut se traduire par une production en bio et/ou local, mais pas seulement. **D'autres pratiques agricoles et systèmes alimentaires favorisent la durabilité** (ex: agroécologie, agriculture paysanne, agriculture de conservation, agriculture sur sols vivants, circuits courts -n'est pas forcément local-, agriculture raisonnée, filières territorialisées...).



CE N'EST PAS RÉALISTE, ÇA VA COÛTER TROP CHER (CE SERA ENCORE AU CONTRIBUABLE DE PAYER TOUT ÇA)

Les différents acteurs de la caisse sont en train de réfléchir ensemble à des **pistes de financements pérennes** : nouveau fléchage des fonds publics ? mise en place d'une **nouvelle cotisation sociale ou impôt local** sur le territoire ? **contributions des entreprises** ou comités d'entreprise ? De plus, l'équipe de recherche de l'expérimentation est en train de réaliser des simulations pour évaluer ce que seraient les besoins pour l'ensemble de la population de la métropole... Il ne s'agit pas de couvrir la globalité des besoins alimentaires de toute la population mais de protéger une part de budget alimentaire sain et durable dans chaque foyer.

D'un autre côté, le **système alimentaire actuel coûte déjà trop cher**: 2 à 3 fois le coût direct de l'alimentation, si on inclut les **externalités négatives**: des **coûts économiques invisibles mais concrets** (subventions européennes à l'agriculture, dépollutions locales, prise en charge des coûts de santé induits) et des coûts tout aussi concrets mais plus difficilement chiffrables en euros tels que la **souffrance au travail**, la perte de pouvoir politique sur l'alimentation, la **souffrance animale**, l'**effondrement de la biodiversité**, l'épuisement des ressources (fossiles, eau...), la **contribution au changement climatique**.

Ce qui n'est pas réaliste, c'est de croire que le système actuel pourra s'inscrire dans la durée avec l'ensemble de ces coûts.

LE SYSTÈME ALIMENTAIRE INDUSTRIEL ET LES SUPERMARCHÉS SONT PUISSANTS, IL N'EST PAS POSSIBLE DE LEUR FAIRE FACE

Le système actuel est clairement bien installé et il est difficile de faire bouger les lignes. Cependant, ce n'est pas non plus une fatalité : le système actuel résulte d'une trajectoire historique bien particulière et d'un certain nombre de prises de décision politiques bien identifiées (plan Monnet, plan Mansholt, traité de Rome...). À nous de nous organiser (et toutes les échelles comptent : quartiers, commune, intercommunalités, etc), à l'instar d'initiatives comme la Caisse Alimentaire Commune, pour (1) **re-politiser l'alimentation** et (2) **peser dans les prises de décision**.

Aussi, le système alimentaire agro-industriel montre un certain nombre de limites qui sont de moins en moins tenables en témoigne la crise agricole ces dernières semaines: **inflation**, **impact négatif sur la santé publique**, **répartition très inégale de la valeur** dans les filières (marge forte de la grande distribution au détriment des agriculteur.rice.s) et **souffrance au travail**, principale cause d'**effondrement de la biodiversité**, 33% des émissions de gaz à effets de serre à l'échelle mondiale et **vulnérabilité au changement climatique**, **disparition des agriculteur.rices**, extrême dépendance aux énergies fossiles en épuisement.

LA PRODUCTION LOCALE NE SUFFIT PAS POUR NOURRIR TOUTE LA POPULATION

Premièrement, l'idée est avant tout de promouvoir la production locale existante et d'inciter à produire localement ce qui peut l'être. **On n'est pas contre le chocolat, le café, les bananes...**

Deuxièmement on est aussi pour la promotion d'échanges et de **solidarité entre les territoires**.

Troisièmement, une **nourriture durable n'est pas nécessairement locale**, et c'est une nourriture durable que l'on promeut en premier lieu. Par exemple, contrairement à ce que l'on croit **l'impact environnemental du transport est bien moindre par rapport à celui des pratiques agricoles**. Le local n'entraînant pas forcément des pratiques agricoles vertueuses il n'est pas la solution parfaite à laquelle on pourrait s'attendre.

Quatrièmement, nous souhaitons encourager **l'installation d'agriculteur.ices** sur des terres sous utilisées et abandonnées (phénomène de déprise agricole), et à une **pression foncière** importante pour l'urbanisation. Si le projet de la Caisse change d'échelle, cela permettra de garantir des débouchés aux jeunes souhaitant s'installer avec des modèles agricoles durables (production à petite échelle, diversifiée, vente directe): cela participerait, sans prétendre parvenir à l'autonomie alimentaire, à plus de **résilience**, et permettrait d'engager une **diversification** nécessaire du modèle agricole du territoire de la Métropole et alentours, pour l'instant très centré sur la viticulture, pour une agriculture plus nourricière.

Finalement, l'un des premiers objectifs du projet reste de permettre **l'accès à une nourriture de qualité** à tous.tes, quand bien même l'offre ne serait pas totalement locale ou parfaitement durable.

C'EST INJUSTE DE DIRE AUX PLUS PRÉCAIRES CE QU'ILS DOIVENT MANGER

L'objectif de la Caisse Alimentaire Commune n'est pas d'imposer un "bien manger" aux plus précaires, mais bien plutôt de **définir ensemble** (personnes de tous horizons y compris les plus précaires) **les critères d'une alimentation de qualité** à laquelle nous souhaitons accéder et des **pratiques agricoles que nous souhaitons soutenir, au travers du travail de conventionnement dans lequel s'impliquent les membres du comité citoyen depuis un an, avec des visites de producteurs et de lieux de distribution.** À la différence de l'aide alimentaire "classique", qui a plutôt tendance à imposer les produits offerts aux personnes précaires (dispositif souvent vécu comme humiliant), la Caisse cherche à donner accès à une alimentation choisie.

VOUS PRÔNEZ L'AUTARCIE DES TERRITOIRES, C'EST INACCEPTABLE

Nous défendons la **souveraineté alimentaire des habitant.es d'un territoire**, c'est-à-dire la possibilité de s'organiser localement selon des projets de politique agricole et alimentaire construits collectivement.

Nous défendons aussi l'**autonomie alimentaire** des territoires. Face à des risques de perturbations variées et imprévisibles, garantir la capacité du système alimentaire à subvenir aux besoins nutritifs de base de la population avec les seules ressources et équipements locaux nous semble être une précaution raisonnable.

Cela n'exclut évidemment pas la possibilité de produire d'avantage ou de commercer ! Au contraire, **les liens et la possibilité d'assistance mutuelle entre les territoires sont un facteur de résilience essentiel.**



LA PLUPART DES GENS N'ONT PAS LE TEMPS, VOTRE DISPOSITIF N'EST PAS PRATIQUE

Le système agro-industriel a considérablement raccourci le temps que l'on passe en rapport avec notre alimentation : **plats préparés** qui économisent du temps en cuisine, modèle de l'**hypermarché** proposant une multitudes de produits disponibles en un même lieu à des prix tirés vers le bas, **usines de transformations agro-alimentaires** qui poussent les agriculteur.rices à fournir toujours plus et plus rapidement au détriment de la qualité...

Dans cette expérimentation, nous défendons **une reprise en main citoyenne du système alimentaire** par le biais de nouvelles formes de démocratie alimentaire. Certes, se réapproprier ces enjeux peut demander du temps, **mais nous n'imposons pas à toutes et tous le même effort d'investissement.**

Chacun.e est libre de participer à sa manière. Certain.es ont choisi de s'investir depuis maintenant 1 an et demi dans le **comité citoyen**, instance qui gère la gouvernance de la caisse, d'autres de s'investir au niveau de leur quartier, et/ou à des temps d'échange, et d'autres simplement à l'expérimentation en tant qu'utilisateur.rice.s de la MonA sans être nécessairement présent.es dans les groupes décisionnaires.

Nous ne voulons pas qu'il y ait d'obligation à la participation pour expérimenter la caisse, c'est pour cela que différents niveaux d'investissements ont été pensés.



De plus l'expérimentation est divisée en **plusieurs phases** pour que cela devienne le plus pratique et efficient possible. Grâce à la première phase de l'expérimentation nous avons pu affiner les processus en fonction de ce qui a été observé. Comme toute expérimentation, il s'agit d'un processus évolutif fait de tests et d'ajustements.

SI L'EXPÉRIMENTATION PREND FIN, COMMENT VONT FAIRE LES EXPÉRIMENTATEUR.RICE.S POUR REVENIR À UN "AVANT LA CAISSE" ?

Le principe d'une expérimentation, c'est bien de tester ! Dès le départ, une date de fin a été annoncée, qui a finalement été reculée, et nous sommes maintenant (février 2024) en train de réfléchir à la mise en place d'une deuxième phase d'expérimentation, avec des règles qui peuvent changer en fonction du bilan de la phase 2. L'objectif est de démontrer que le modèle de caisse pourrait **pérenniser et s'étendre sur d'autres territoires**. Cette expérimentation va permettre de montrer des choses, notamment par le biais de la **recherche**, et sera ainsi un moyen de **renforcer le plaidoyer** afin de **promouvoir le droit à l'alimentation pour tous.tes**. On ne sait pas ce que sera la caisse demain mais on croit ou au moins qu'on ne reviendra jamais à un avant la caisse.

AVEC LE TIRAGE AU SORT VOUS EMPÊCHEZ DES PERSONNES VRAIMENT MOTIVÉES DE PARTICIPER À L'EXPÉRIMENTATION.

Bien sûr on souhaiterait que toutes les personnes volontaires puissent participer mais l'expérimentation se heurte aux réalités du terrain. Le tirage au sort effectué est **représentatif de la métropole de Montpellier en termes d'âges et revenus**. Concrètement, on reporte la population de la métropole à une échelle de **400 personnes** qui compose notre échantillon représentatif. Ceci doit permettre de montrer comment cela fonctionnerait si l'on élargissait l'expérimentation à la métropole, notamment du point de vue du **financement et du fonctionnement global**. L'expérimentation de la caisse alimentaire commune est suivie par une **équipe de chercheur.euses, qui observent** comment la caisse peut permettre de provoquer des changements sur les **habitudes d'achats et les comportements alimentaires**. Rien n'est figé et il est toujours possible de changer de fonctionnement et de choisir d'ouvrir l'expérimentation à toutes les personnes volontaires sans objectif en termes de profils recherchés. Nous cherchons à pouvoir changer d'échelle afin de pouvoir inclure plus de personnes dans l'expérimentation et avoir un impact positif plus important pour les agriculteur.ices qui font partie du projet.

POURQUOI LES PLUS "RICHES" COTISERAIENT PLUS QUE 100€ ?

Comme dans le fonctionnement de la sécurité sociale, tout le monde cotise, et tout le monde reçoit, c'est le principe d'universalité. Le comité citoyen a défini trois principes centraux dans la cotisation: qu'elle soit **libre**, c'est-à-dire que personne ne soit obligé à cotiser un montant ; qu'elle soit **guidée, afin de pouvoir se situer objectivement par rapport au reste de la population** (en effet, les personnes les plus précaires ont tendance à sous-estimer leur situation de précarité, et à l'inverse les personnes les plus à l'aise ont tendance à sous-estimer leur écart à la moyenne) ; et finalement la **confiance**, car aucun justificatif de revenus n'est demandé.

On considère qu'il est juste que les personnes les plus à l'aise cotisent plus, dans un souci d'équité; cependant, l'objectif n'est pas que la caisse soit à l'équilibre par les seules cotisations. En effet, nous considérons que le **droit à l'alimentation durable doit également être garanti par les politiques publiques**.

VOUS EXCLUEZ LES PERSONNES ÉLOIGNÉES DU NUMÉRIQUE EN UTILISANT UNE MONNAIE NUMÉRIQUE POUR L'EXPÉRIMENTATION

La question d'utiliser une monnaie numérique ou papier s'est posée au début du projet, et pour des questions pratiques de gestion des flux, il a finalement été décidé d'opter pour une monnaie numérique. La MonA, monnaie numérique utilisée dans le cadre de l'expérimentation, a été conçue pour être le plus possible **accessible à toutes et tous**. Des **comptoirs physiques** ont été installés afin de permettre aux personnes qui le souhaitent de venir **payer leur cotisation sur place, consulter leur solde et poser des questions si besoin**. L'expérimentateur.ice lorsqu'il.elle fait un achat en MonA doit seulement composer un code (4 chiffres) sur le pavé numérique du point de vente ou des producteur.ice.s.

Seuls les points de vente et les producteur.ices doivent posséder un **smartphone, une tablette ou un ordinateur** afin de pouvoir encaisser et permettre à l'expérimentateur.ice de composer son code de paiement.



VOTRE DISPOSITIF, C'EST ENCORE DE L'AGROBASHING EN RÈGLE, UN TRUC POUR « NEO-PAYSANS BOBO »

Pointer les dégâts causés par le modèle agro-industriel et questionner les défaillances de ce système, ce n'est **ni incriminer les agriculteur.rices**, ni considérer qu'eux-elles seules portent la responsabilité du changement à opérer.

Nous sommes bien conscient.es de la **précarité**, voire de la **détresse** dans laquelle sont plongés nombre d'**agriculteur.ices en France**. Cette situation est en premier lieu la conséquence d'une dépendance devenue extrême envers les entreprises de l'agro-industrie, les banques et la grande distribution, dont la logique d'accroissement économique diverge des intérêts des agriculteur.ices ou du reste de la société. Remarquons par ailleurs que les fermes recouvrent **une grande diversité de pratiques**, et que beaucoup d'agriculteur.ices sont largement favorables à une transformation profonde du système agro-industriel.

La transformation vers un système alimentaire résilient implique de **revaloriser la profession agricole à la fois socialement et économiquement**. Ce n'est pas aux seuls agriculteur.ices de changer, mais à tous les habitants d'un territoire de décider de quel système alimentaire ils souhaitent. Un des objectifs de la Caisse est de faire dialoguer des citoyens et des agriculteur.ices pour définir ensemble des manières de travailler ensemble à un système plus juste et durable, en facilitant leur commercialisation.

Pour l'instant, il est vrai que notre expérimentation concerne trop peu de monde pour avoir un réel impact positif sur les producteurs locaux; notre objectif est de passer à une plus grande échelle afin d'offrir des débouchés plus sûrs aux producteurs au niveau local, et même national avec la mise en place d'une véritable Sécurité Sociale de l'Alimentation.

JE SUIS D'ACCORD AVEC CE QUE VOUS DÉFENDEZ, MAIS EN FAIT IL SUFFIRAIT SIMPLEMENT QUE LES GENS ARRÊTENT D'ALLER DANS LES HYPERMARCHÉS

Nos achats ont certes une influence sur l'industrie agroalimentaire, mais **notre pouvoir individuel en tant que consommateur.rice reste largement insuffisant** pour engager une transformation du système à la hauteur des enjeux.

D'abord, le.a consommateur.ice ne dispose que d'une **information très partielle sur les conditions de production**. À titre d'exemple, la consommation de produits d'origine animale serait certainement moindre si les emballages faisaient figurer une photographie des **conditions d'élevage**, et nous achèterions moins de produits hyper-transformés si nous étions informés de l'augmentation du risque de maladie cardiovasculaire ou de diabète associée à leur consommation.

Ensuite, même si une information complète était disponible, il serait **très fastidieux pour le.a consommateur.rice de se renseigner sur chaque composant** de chaque aliment qu'il consomme ! Protéger le.a consommateur.rice nécessite des labels, des standards et des règles encadrant les conditions de production.

De plus, **l'industrie agroalimentaire dispose de moyens considérables pour influencer nos comportements d'achat**. Notre "libre arbitre" s'exprime dans un environnement que nous ne contrôlons pas : **publicité dans la rue et sur nos écrans, campagnes ciblant les plus jeunes...** De nombreuses études confirment l'impact de ce marketing sur nos comportements d'achat.

Par ailleurs, même en achetant les meilleurs produits possibles, les consommateur.rice.s continuent de financer largement le modèle agro-industriel par l'intermédiaire des impôts et autres prélèvements fiscaux. **Les subventions agricoles liées à la PAC (politique agricole commune) sont en effet très inégalement réparties** et profitent de manière disproportionnée aux exploitations les plus spécialisées et aux filières les plus concentrées au détriment des plus petites exploitations notamment.

Enfin et surtout, **une large part de la population n'a simplement pas le choix pour des questions d'accès économiques ou physiques** (déserts alimentaires), la nourriture en hypermarchés restant celle la plus accessible d'un point de vue économique.

Le message du **consomm'acteur qui nous est répété régulièrement, accorde une trop grande importance à la responsabilité individuelle** dans la transformation du système alimentaire vers un avenir plus durable. Il dépolitise le sujet de l'alimentation, là où une réappropriation citoyenne des enjeux politiques de l'alimentation est nécessaire.

